



# 5 octobre 5 raisons d'agir tous ensemble et de descendre dans la rue



Le monde du travail, actifs et retraités comme la jeunesse ne doivent pas payer l'addition du « quoi qu'il en coûte ».

- Les personnels de santé, hier encore étaient félicités et applaudis, désormais ils sont montrés du doigt comme étant responsables de la 4<sup>e</sup> vague. **Ils devront se soumettre.**
- Les citoyens qui ne seront pas en mesure de produire le pass sanitaire se verront écartés d'une partie de l'espace public et de l'accès de leurs droits. **Ils devront se soumettre.**
- Les jeunes pour lesquels le gouvernement ne reconnaît toujours pas les effets irréparables de la crise sanitaire se voient proposer comme solution un « revenu d'engagement ». En réalité, il s'agit d'un « sas' supplémentaire entre service civique et CDD dont les jeunes n'ont pas besoin. Les jeunes veulent projeter leur avenir dans un véritable emploi, une véritable formation. Il faut leur assurer un revenu d'insertion qui leur permette de vivre décemment. **Mais ils devront se soumettre.**

Le 1<sup>er</sup> octobre la contre-réforme de l'assurance chômage sera effective. Ce massacre social est alimenté par une idéologie absurde qui consiste à affirmer que la perte ou la diminution du revenu de remplacement facilite la reprise d'emploi. En réalité cette réforme va jeter des milliers de familles dans la misère sans leur donner les moyens d'une reprise d'activité leur assurant une vie décente. **Les chômeurs devront payer**, contraints de s'acquitter d'un tribut exorbitant injuste et destructeur.

Dès la crise sanitaire sous contrôle le président s'attaquera à nos retraites en instaurant un âge pivot de départ à 64 ans. **Toutes et tous, les salariés du privé comme du public devront payer.**

La crise sanitaire a mis en lumière les effets mortifères de l'organisation capitaliste de la société, le gouvernement n'a pas tiré de leçons de l'échec des politiques néolibérales qui saccagent nos services publics, l'emploi et la Sécurité Sociale. Rien pour les salaires, rien pour les faibles revenus et rien non plus pour les plus précaires.

Il est temps d'en finir avec ce mépris tant gouvernemental que patronal, il est temps d'en finir avec les inégalités. L'accroissement indécent des richesses pour les « supers riches » qui entre mars 2020 et mars 2021, ont vu leur fortune augmenter de + de 40 % lorsque le SMIC n'a augmenté que de 0,99 %. La CGT est favorable à la vaccination, mais opposée au pass sanitaire, inefficace et liberticide. Il ne correspond pas à la nécessité d'accompagner les gens isolés ou éloignés de la vaccination. De plus il deviendrait prépondérant dans l'embauche ou la recherche d'un emploi.

L'intersyndicale départementale CGT – CFE/CGC - FO – SOLIDAIRES appelle à la grève et à la mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre 2021. Les organisations syndicales s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salariés, des retraités, des sans emplois et des jeunes.

**Pour le progrès social, organisons-nous, rassemblons-nous  
et agissons en grève et en manifestation**

**le MARDI 05 OCTOBRE 2021 à VESOUL de 09h00 à 15h00**

**Rassemblement avec barrage filtrant**

**et distribution de tracts**

**au Rond Point du Leclerc Express**

## **Nos Revendications :**

- ➔ **Une politique de retour au plein emploi** par un moratoire sur la fermeture des entreprises, une diminution du temps de travail à 32 H, des investissements massifs dans les filières industrielles, dans la santé ainsi que dans l'enseignement et la recherche, la conditionnalité des aides publiques aux entreprises et leur remboursement en cas de suppression d'emplois.
- ➔ **Un renforcement de notre système de retraite** par répartition à prestations définies avec un âge de départ à 60 ans à taux plein, des départs anticipés pour les métiers pénibles, la prise en compte des études et de la période de recherche d'un premier emploi.
- ➔ **Une augmentation générale des salaires et des minima sociaux**, un SMIC à 2 000 €, le dégel du point d'indice dans la Fonction Publique et les entreprises publiques.
- ➔ **Le développement de notre protection sociale** avec un financement à hauteur des enjeux dont notamment l'arrêt des exonérations patronales, remboursement à 100 % des soins de santé par la Sécurité Sociale, créer une Sécurité Sociale professionnelle.
- ➔ **Une véritable égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes** avec des dispositifs contraignants pour les entreprises, le renforcement des contrôles à la mise en place de sanctions dissuasives, mettre fin aux temps partiels de moins de 24 H, revaloriser les métiers à prédominance féminine, rattraper les retards de carrière.

**Arrête de râler dans  
ton coin, descend  
dans la rue**

